



Déclaration liminaire au CTSD du 3 septembre 2020

Monsieur le Directeur Académique,

Après « la meilleure rentrée depuis longtemps » en 2019, le ministre Blanquer nous promet pour 2020 « une rentrée préparée et sereine ». Pourtant, contrairement à ce qu'il claironne, rien n'est prêt ! Plutôt que « sereine », cette rentrée si particulière s'annonce ainsi comme une mission quasi-impossible pour les personnels qui ont à charge de l'organiser.

Incapable de tirer les leçons d'une phase de la pandémie qui aura marqué chacun.e d'entre nous, le gouvernement et le ministre Blanquer continuent par leur improvisation chronique à mettre les usagers de l'école et les personnels des établissements scolaires en grande difficulté.

Alors que les conséquences de la pandémie ont cruellement souligné les limites des politiques d'austérité, aucune embauche ni moyens supplémentaires ne sont prévus, et les contractualisations massives à venir dans le Morbihan ne font que renforcer la précarisation de nos métiers. Les fermetures de classes pour cette rentrée font exploser les effectifs dans de nombreuses écoles, en dépit des conséquences que cela pourrait avoir sur le plan sanitaire dans le contexte actuel.

La politique du président Macron dans l'éducation est à l'image du désastre déjà constaté dans d'autres secteurs, comme celui de la santé. Il n'est question que d'effets de manches et d'affichage, avec en tête la mesure phare du quinquennat : les dédoublements des classes de CP, CE1 puis Grande Section en REP. Ces classes sont dotées d'effectifs permettant de bonnes conditions d'apprentissage et de travail. Mais ce dispositif créé à moyens constants, a nécessairement des répercussions sur l'ensemble des écoles du département.

Les suppressions de classes, les fusions d'écoles ont pour conséquences l'augmentation des effectifs mais aussi la réduction des postes. Pour exemple, nous alertons chaque année notre administration sur la baisse continue des moyens de remplacement. Certaines circonscriptions les ont déjà tous consommés avant même la rentrée effectuée.

C'est pourquoi Sud éducation 56 ne pourra pas voter pour un projet de carte scolaire qui entérine des fermetures de classes. Ces mesures sont aberrantes, particulièrement dans le contexte de pandémie que nous traversons.

La politique du ministre Blanquer ne vise qu'un seul et unique objectif : la destruction bien organisée du service public d'éducation.